

Presse muselée en Serbie : Vučić et Milošević, même combat ?

[Radio Slobodna Evropa](#) | Traduit par Chloé Billon | lundi 16 octobre 2017

Chaque jour, les pressions sur les médias ne font qu'empirer en Serbie : presse indépendante bâillonnée, journalistes intimidés par les autorités, lynchage médiatique par les tabloïds pro-régime... Rien d'étonnant quand on sait que le Président Vučić contrôlait déjà les médias dans les années 1990 en tant que ministre de l'Information de Milošević. La Serbie risque-t-elle de se retrouver bientôt sans média indépendant ? État des lieux inquiétant.

Propos recueillis par Omer Karabeg



Slaviša Nekić est le président de l'Association indépendante des journalistes de Serbie (NUNS) et Nedim Sejdinović, le président de l'Association indépendante des journalistes de Voïvodine (NDNV).

Omer Karabeg (O.K.) : Vos deux associations ont annoncé que les autorités serbes étaient entrées dans une nouvelle phase brutale de musellement de la presse et d'intimidation des journalistes. Comment cela se caractérise-t-il ?

Slaviša Lekić (S. L.) : En Serbie, pour ce qui est des médias, c'est l'obscurité totale : ils sont dans une impasse, étouffés par des pressions politiques et économiques. Il est peut-être exagéré de dire que la situation est catastrophique, mais elle est certainement dramatique. Les événements de ces derniers mois nous ont poussés à nous rapprocher et nous unir, relever la tête, essayer de sensibiliser l'opinion publique et appeler à l'aide.

Nedim Sejdinović (N. S.) : Ce qui caractérise le règne d'Aleksandar Vučić depuis de nombreuses années, et au sujet de quoi les médias indépendants n'ont cessé de tirer la sonnette d'alarme, est devenu particulièrement manifeste ces derniers temps. Les autorités ne cachent plus leur désir de mettre hors d'état de nuire les médias et les journalistes indépendants. Les autorités récompensent généreusement les médias qui leur sont favorables et détruisent les autres de diverses manières, de l'épuisement financier aux menaces contre la sécurité personnelle. Le rédacteur en chef du journal de Niš *Južni Vesti* a ainsi été

illégalement suivi et mis sur écoute, ce qui est manifestement l'œuvre des services secrets.

O. K. : Les journalistes indépendants sont-ils exposés à des violences physiques ?

S. L. : Pour l'instant non, mais ils sont soumis à toutes sortes d'attaques, comme le lynchage médiatique par la presse pro-gouvernementale. Un tabloïd a ainsi [accusé de complot de nombreux journalistes, militants de la société civile et intellectuels indépendants](#). Il a littéralement lancé un mandat d'arrêt contre eux. Ces personnes ont porté plainte, mais on leur a explicitement répondu que ce tabloïd n'était pas responsable.

O. K. : Vous pensez au tabloïd *Informer* ?

S. L. : Oui, car en l'occurrence, il n'y avait pas d'autre tabloïd dans l'affaire. En général, les tabloïds unissent leurs forces : ce qu'*Informer* laisse passer, *Srpski telegraf* s'en charge, et quand ce n'est pas *Srpski telegraf*, la chaîne privée Pink prend le relais. Ce scénario fonctionne depuis des années : des informations des services secrets parviennent à *Informer* qui les publie en une, puis elles sont reprises par *Srpski telegraf*, et ensuite par Pink TV. Le pays tout entier est inondé de ces informations venues des cercles de la police ou des services secrets.

N. S. : Il y a pourtant de la violence physique à l'encontre des journalistes. Rappelons-nous du meeting du Parti progressiste serbe (SNS) lors de [l'investiture d'Aleksandar Vučić à la présidence](#), quand des journalistes ont été agressés. Aujourd'hui encore, la justice n'a pas retrouvé les auteurs des faits, même si tout le monde sait très bien de qui il s'agit. Le silence du gouvernement est assourdissant. Par contre, quand des militants d'extrême droite ont attaqué des journalistes proches du pouvoir, l'État a immédiatement réagi et arrêté les coupables. Le président de la République est même allé rendre visite aux victimes à l'hôpital. Un message a été envoyé aux journalistes : si vous êtes coopératifs, vous serez protégés, sinon, nous vous mènerons la vie dure.

O. K. : Nombreux sont ceux qui comparent l'état actuel des médias à celui des années 1990. Aleksandar Vučić était alors ministre de l'Information, il est aujourd'hui Président de la Serbie. Quelle est la différence entre le Vučić des années 1990 et celui d'aujourd'hui, au moins en ce qui concerne son rapport aux médias ?

S. L. : La seule différence est qu'aujourd'hui il a beaucoup plus de pouvoir. Pendant les années 1990, il était le ministre de l'Information de Slobodan Milošević. Il appliquait les décisions d'un autre. Aujourd'hui, il donne son avis sur tout. Il est devenu ministre de l'Information pendant les bombardements de la Serbie, et à l'époque déjà, il a montré toute son intolérance vis-à-vis des journalistes. Nous pouvons en chercher les racines au début des années 1990, quand il a essayé, lui aussi, de faire du journalisme. Il s'est rendu à Pale, en Republika Srpska, où il a réalisé deux émissions qui n'ont pas eu l'heur de plaire au collègue éditorial, et il s'est fait remercier. C'est de là que date son rapport négatif aux médias.

Aujourd'hui, cela a pris une telle ampleur qu'il est devenu le pire ennemi des journalistes en Serbie. Il contrôle tous les médias, à l'exception d'un quotidien, de deux ou trois hebdomadaires et d'une chaîne de télévision. *Politika*, un quotidien qui s'enorgueillit d'être le plus vieux journal des Balkans, est sous la coupe d'Aleksandar Vučić, ce qu'il ne cache même pas. Il y a quelques mois, le président a déclaré dans une interview que Žarko Rakić, le rédacteur en chef de *Politika*, l'avait appelé pour lui présenter des informations qui lui avaient été transmises par les services secrets. Aleksandar Vučić lui aurait soi-disant demandé de ne pas publier ces révélations, mais le « courageux » Žarko Rakić aurait décidé de passer outre.

Pour régler ses comptes avec les médias indésirables, Milošević s'appuyait sur des professionnels. À présent, ce sont les dirigeants de Pink et d'*Informer* qui mènent la terreur médiatique. L'un des exploits médiatiques les plus connus d'*Informer* est d'avoir exposé le contenu des poubelles du couple Drašković, opposants à Milošević dans les années 1990. Quant à [Željko Mitrović, le directeur de Pink](#), il continue à raconter qu'il a un jour interviewé Saint-Pierre... En ce moment, le débat public en Serbie se limite à des insultes et diffamations. Chacune des interventions présidentielles à la télévision, conférences de presse

ou inaugurations d'usines, est pleine de pathétique et de populisme, mais également d'énergie négative et de sarcasme contre ceux qui ne pensent pas comme le chef de l'État. Sa rhétorique se limite à l'arrogance, la moquerie, la diffamation et l'humiliation de ses opposants.

N. S. : Au cours de sa longue carrière politique, Aleksandar Vučić a appris à contrôler les médias et régner avec leur aide. C'est un point commun avec le régime de Milošević. Les médias sont à l'avant-garde du pouvoir. Ils participent à la création d'une réalité parallèle qui n'a que peu à voir avec la véritable réalité. Avec l'aide des médias pro-régime se crée une sorte de science-fiction, la laideur du présent est remplacée par un avenir radieux. [Belgrade Waterfront](#) en est un exemple : les médias ont grandement contribué à la création de ce mythe.

Aleksandar Vučić a appris autre chose de sa carrière politique : ne pas régner uniquement par le bâton, comme il l'a fait dans les années 1990 en adoptant cette infâme loi draconienne sur l'information, mais également par la carotte. Certains de nos collègues, qui étaient dans les années 1990 des symboles de l'opposition au régime de Milošević, ont ainsi proposé leurs services à Aleksandar Vučić, et mis à sa disposition leur crédibilité professionnelle. Ils en sont aujourd'hui grassement récompensés. D'autre part, il y a une différence manifeste entre le comportement de la communauté internationale à l'époque de Milošević et aujourd'hui. Dans les années 1990, elle soutenait les médias indépendants et aidait à créer une alternative à la machinerie de propagande de Milošević. Aujourd'hui, elle ne s'alarme même plus du musellement de la presse. La liberté de la presse et l'État de droit semblent avoir été sacrifiés sur l'autel de grands accords politiques dont il ne ressortira sans doute rien.

O. K. : **À quel point la peur de perdre leur emploi et d'être exposés à une campagne de calomnie s'ils critiquent le pouvoir influe-t-elle sur le travail des journalistes ?**

S. L. : Les journalistes vivent dans l'angoisse. La peur règne dans les rédactions, les salaires sont bien moins élevés que dans d'autres professions, et il n'est pas rare qu'ils se soient pas versés pendant plusieurs mois. Chaque jour, une dizaine de journalistes perdent leur emploi. Quand un journaliste travaille pour une paie de 200 euros, il est prêt à écrire tout ce qu'on lui demande pour un supplément de 50 euros. Mon collègue Nedim Sejdinović a évoqué les retournements de veste. Certains collègues, dont nous nous souvenons comme d'honorables professionnels dans les années 1990, sont passés dans l'autre camp, qui pour avoir une meilleure situation, qui un appartement, qui pour rembourser un prêt. Aleksandar Vučić envoie un message limpide : si vous êtes loyaux, si vous m'encensez, vous serez récompensés.

Depuis qu'Aleksandar Vučić est arrivé au pouvoir, la Serbie est en état d'urgence permanent. Il y a des coups d'État presque tous les jours, et les attentats sont plus fréquents que les hausses de salaire. La paranoïa est sans fin. Mais dès que quelqu'un chante ses louanges, il le récompense. Par exemple, l'entraîneur dénué de talent Nenad Lalatović a déclaré un jour : « J'aime beaucoup Vučić, Dieu fasse qu'il dirige la Serbie encore 50 ans ». Un mois plus tard, l'entraîneur le plus sanctionné de Serbie est devenu le sélectionneur de l'équipe nationale junior de football. Božidar Maljković, entraîneur de basket, a assuré qu'Aleksandar Vučić était ce dont la Serbie avait besoin. Il a été nommé président du Comité olympique. L'acteur Lazar Ristovski a qualifié les opposants politiques d'imbéciles. Aleksandar Vučić lui a consacré un festival de cinéma et offert de l'argent pour tourner un film.

O. K. : **[La Première ministre Ana Brnabić](#) a déclaré au sujet des médias qu'elle n'avait pas la sensation que quiconque avait peur de critiquer le gouvernement. Elle a demandé qui étaient les journalistes qui avaient peu de critiquer le gouvernement. Que lui répondriez-vous ?**

N. S. : Qu'il s'agit d'une question extrêmement cynique. Les médias et le journalisme sont en Serbie dans un état de dévastation totale. Les journalistes peinent à joindre les deux bouts, tandis que l'autocensure est devenue partie intégrante de leur travail.

S. L. : Quand l'hebdomadaire régional *Vranjske novine* a fermé, et que son rédacteur en chef [Vukašin Obradović](#) s'est lancé dans une grève de la faim, elle a déclaré qu'elle ne disposait pas de suffisamment d'informations pour commenter les faits. Et, au lieu de manifester sa solidarité avec le geste désespéré

d'un homme, la Première ministre a fait part de [sa sympathie avec le Mouvement des socialistes du ministre de la Défense Aleksandar Vulin](#), qui a accusé le rédacteur en chef du site indépendant d'information *Krik* d'être un toxicomane et un agent de l'étranger, car il avait révélé comment le ministre avait frauduleusement acquis un appartement à Belgrade.

O. K. : À quel point le pouvoir aide financièrement les médias du régime ?

N. S. : Il est difficile d'obtenir des informations à ce sujet, car l'argent est versé aux médias pro-régime par divers canaux, souvent secrets. Les médias proches du pouvoir bénéficient de déductions d'impôts, on ne leur envoie pas non plus l'inspection des finances qui assiège les médias indépendants. Les propriétaires des médias pro-régime et leurs rédacteurs baignent littéralement dans le fric. Et ils ne s'en cachent pas.

S. L. : Le tabloïd *Kurir*, tombé en disgrâce, a commandé une enquête sur les publicités des entreprises publiques. En trois mois, de juin à août, *Informer* a reçu 150 000 euros des entreprises publiques, et *Srpski telegraf* plus de 200 000 euros. Pendant ce temps, le journal indépendant *Danas* est asphyxié financièrement. Les entreprises publiques ont interdiction de faire de la publicité dans *Danas*, et les entreprises privées, ayant appris de leurs expériences passées, se sont retirées d'elles-mêmes.

O. K. : Vos deux associations ont averti que personne ne devrait s'étonner si, dans un avenir proche, la Serbie se réveillait sans le moindre média indépendant. Cela va-t-il se produire ?

N. S. : J'espère que non. Je pense que la mobilisation des citoyens est le signe qu'il existe une masse critique de gens qui ne souhaite pas le règne de l'obscurantisme total. Mais si cela se produit, eh bien, nous écrirons sur les murs. Quand je passe devant un kiosque et que je vois les titres de nos journaux, ou que je zappe à la télévision, je ressens une sorte de dégoût et d'humiliation, car notre profession a touché le fond. Mais d'un autre côté, quand je vois qu'un grand nombre de professionnels sont prêts à sacrifier leur niveau de vie pour se battre pour la liberté de la presse, cela me rend optimiste.

S. L. : Contrairement à mon collègue, je ne suis guère optimiste. Je pense que l'Occident soutient tout autant, sinon plus, Aleksandar Vučić que Slobodan Milošević dans les années 1990. Le diplomate américain Richard Holbrooke avait décrit Milošević comme un homme brillant, charismatique, mais extrêmement dangereux, avec qui il fallait négocier. Quand il a mentionné le musellement de la liberté de la presse par Milošević, ce dernier lui a sorti une caricature de Predrag Koraksić-Koraks et lui a dit : « Hé Dick, c'est sorti hier dans un hebdomadaire, tu penses vraiment qu'il y a de la censure ici ? ». Richard Holbrooke a répété cette anecdote aux journalistes pour leur assurer qu'il n'y avait pas de censure. Les représentants de l'Union européenne se comportent exactement de la même manière. Ils cherchent des preuves du musellement de la presse, alors qu'elles crèvent les yeux.

En 1996, la radio B92 a dû cesser d'émettre sous prétexte que de l'eau se serait infiltrée dans un câble coaxial. Kati Marton, la femme de Richard Holbrooke, et directrice du Comité de protection des journalistes, est aussitôt arrivée à Belgrade pour rendre visite à Milošević. Deux heures plus tard, comme par miracle, l'eau avait disparu du câble et B92 émettait de nouveau. C'était le signe de la fin de Milošević. Aleksandar Vučić tombera lui aussi un jour, c'est une nécessité historique. Mais j'ai bien peur qu'en Serbie, ce jour-là, il n'y aura plus personne pour publier la nouvelle.



cette publication est l'unique responsabilité du Courrier des Balkans et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.